

8.6. Objectif Inde 2017

Avec une population de 1,3 milliard d'habitants et une croissance prévue par le FMI de 7,6% pour 2016/2017, l'Inde est la 7ème économie mondiale. Ce pays attractif incite les entrepreneurs wallons à y développer des affaires. L'AWEX l'a bien compris. L'Inde sera son marché-cible en 2017. Pour le lancement, un séminaire se tiendra mi-janvier prochain. Une visite d'ETAT serait prévue en Inde en décembre 2017.

Dire que le pays de Brahma, Shiva et Vishnou est multiple est peu dire. D'ailleurs, ne parle-t-on pas du sous-continent indien pour résumer cet agrégat de 29 états et 7 territoires avec, chacun, un gouvernement, un financement de projets, une façon de se développer propres ? Avec 1,3 milliard d'habitants, l'Inde est le deuxième pays le plus peuplé au monde et devrait être le premier en 2028. Les cultures y sont diverses avec des traditions, des religions et des langues différentes. Chaque région a une structure sociale propre. Voilà qui ne simplifie pas les affaires. Pourtant, les entrepreneurs se bousculent au portillon indien. Il faut dire que les potentialités sont immenses.

Au début des années 1990, l'Inde a amorcé un vaste chantier de réformes économiques avec la libéralisation et l'ouverture de son économie. Depuis, elle s'inscrit dans une trajectoire de croissance parmi les plus élevées au monde. Sur la période de 2004-2010, elle a connu 8,5 % de croissance. Même si elle a vécu un ralentissement ces dernières années, la croissance remonte, les perspectives sont positives.

Les atouts sont nombreux : une population jeune et bien formée, une classe moyenne (environ 10% de la population) en constante augmentation, un taux d'épargne élevé, un marché intérieur important. Les coûts de production y sont peu élevés. En outre, l'Inde représente un marché local gigantesque et une porte d'entrée vers le continent asiatique dans son ensemble. Cet environnement propice aux affaires devrait profiter aux entreprises wallonnes. L'Inde est le 30e client pour les exportations wallonnes et le 7e client pour la Belgique. De nombreuses sociétés belges sont déjà établies en Inde, principalement dans les régions de New Delhi, Mumbai, Pune et Chennai. De grands groupes, mais aussi de plus en plus de PME se lancent sur le marché indien, souvent via des joint-ventures. « L'Inde est moins sensible aux fluctuations mondiales que la Chine, étant fort orientée vers sa consommation domestique, souligne Isabelle Pollet, chef de service Asie-Pacifique de l'AWEX. Elle subit donc moins les chocs de l'économie mondiale que la Chine, plus exposée. »

Le pays offre de nombreuses perspectives aux entrepreneurs et investisseurs. C'est pourquoi l'AWEX a prévu un programme d'actions concernant l'Inde. Elle en fait son marché-cible en 2017. Chaque année, l'AWEX organise un séminaire sur l'Inde avec des thématiques générales (taille et importance du marché, comment l'aborder, secteurs, etc.) et spécifiques (smart cities, corridors industriels, grands projets d'infrastructures, etc.). En janvier 2017, ce séminaire, destiné aux entreprises déjà exportatrices ou intéressées, sera organisé en Wallonie. « Il s'agira de présenter les grandes tendances du marché et de sensibiliser les entreprises aux secteurs porteurs identifiés, à préparer leur stratégie d'approche du marché indien. Bien entendu, les actions prévues en 2017 seront mises en avant; également dans l'optique d'une préparation à long terme. »

Marché-cible 2017

Par ailleurs, lors de plusieurs salons internationaux, des rendez-vous B2B seront organisés entre entreprises wallonnes et exposants indiens. Ces programmes seront préparés par les conseillers économiques et commerciaux basés en Inde. « Cette approche permettra aux entreprises wallonnes d'être en contact direct avec des sociétés indiennes pour un investissement temps et financier nettement moindre qu'un déplacement sur un salon en Inde. » Ces salons seront les suivants : en janvier, Arab Health à Dubaï pour le secteur biomédical/pharma ; en février, Gulfood à Dubaï pour l'agroalimentaire ; en mars, Cabsat à Dubaï pour les TIC, l'audiovisuel et le multimédia ; en novembre, Cosmoprof à Hong Kong pour les cosmétiques; en novembre, Medica à Düsseldorf pour le médical. A l'occasion des salons Arab Health et Cabsat, un séminaire invest sera organisé pour présenter la Wallonie aux investisseurs indiens potentiels.

L'Union Wallonne des Entreprises (UWE) a également sensibilisé ses membres à l'importance du marché indien. « Quelques missions ont déjà été réalisées, avec succès, pour les grappes sidérurgiques et ciment en étroite collaboration avec nos conseillers économiques en Inde. » En 2017 l'UWE prévoit d'organiser une mission pour la grappe ferroviaire. « L'Inde a des besoins gigantesques en infrastructures. »

Depuis 2011, WalloniaTech India, un programme mené à l'initiative de l'AWEX, vise à identifier plusieurs sociétés indiennes innovantes. « Nous en sélectionnons cinq ou six, et nous les invitons à participer à des séminaires et rencontres B2B organisés par nos soins pendant plusieurs jours en Belgique, précise Isabelle Pollet. C'est l'occasion, pour ces firmes, de s'informer et d'entrer en contact avec des investisseurs privés, des fournisseurs, des partenaires potentiels, voire des clients. » Depuis sa création, 26 sociétés indiennes y ont déjà participé et 6 d'entre elles ont signé des accords avec des sociétés belges.

D'abondantes sources naturelles.

Les atouts de l'Inde sont nombreux. Le pays est particulièrement bien pourvu en ressources naturelles. En plus de ses 56% de terres arables, il possède d'importants gisements de charbon (4e réserve mondiale), de minerais de fer, de manganèse, mica, bauxite, titane, chromite (oxyde de chrome fer utilisé dans les matériaux réfractaires), gaz naturel, diamant, pétrole, calcaire et thorium (le plus important gisement mondial est situé le long des côtes du Kerala). Le pétrole est situé au large des côtes du Mahārāshtra, du Gujarat et en Assam, mais il ne subvient qu'à 40% de la demande indienne. Des quantités de plus en plus importantes de gaz naturel sont régulièrement découvertes, notamment au large des côtes d'Andhra Pradesh. Cette région abrite également les mines d'uranium. L'or est tiré des Kolar Fields, les deuxièmes mines d'or les plus profondes au monde, dans la région du Karnataka.

Près de la moitié de la population indienne dépend de l'agriculture pour son emploi. Même si les taux de rendement sont encore faibles, ce secteur est en augmentation de 3,4% depuis dix ans. Il fournit la matière première à de nombreuses industries. L'Inde est aujourd'hui la quatrième puissance agricole mondiale avec des positions dominantes dans la production de lait, de bovins et de moutons et les produits de la pêche. Le pays est à la veille d'une nouvelle révolution verte avec de nouvelles technologies, la mécanisation de la production, de nouvelles formes de contrats commerciaux et des facilités de crédit. L'industrie manufacturière est en plein développement, entre autres, grâce à la croissance du marché domestique. Selon Deloitte, l'Inde sera le deuxième pays producteur en 2017 avant le Brésil. Afin d'atteindre le but de 25% du PIB en 2025, l'Inde devra attirer davantage d'investisseurs étrangers. Les secteurs concernés : l'automobile, le textile, l'agroalimentaire, les télécommunications, les équipements lourds dans l'énergie, la pharmacie, les pierres précieuses et la bijouterie.

Mais le secteur le plus dynamique est de loin celui des services. Il représente près des deux tiers du PIB avec un taux de croissance de plus de 14 %. Les entreprises indiennes font aujourd'hui des efforts pour fournir des services à plus forte valeur ajoutée qu'auparavant. Certains secteurs présentent un potentiel énorme d'investissement et de croissance. Plus particulièrement, quatre secteurs-clés intéressent les exportateurs wallons : les infrastructures, les énergies renouvelables, les soins de santé et le secteur pharmaceutique, et les télécommunications. Les opportunités commerciales sont donc énormes pour nos entrepreneurs.

L'énorme potentiel des énergies renouvelables

A l'instar des infrastructures, les besoins en énergie sont immenses en Inde. L'offre n'étant pas suffisante pour couvrir les besoins, le pays devient de plus en plus dépendant des importations pour ses fournitures, surtout de combustibles fossiles. « L'Inde est un grand producteur de charbon. Le gouvernement veut développer le Clean Coal, une manière plus efficace de traiter le charbon. » Par ailleurs, un quart de la population n'est pas encore raccordée au réseau électrique. 86 % de la capacité de production installée sont aux mains d'entreprises privées, nationales et internationales, tandis que 14 % sont contrôlés par des Etats.

Pour résoudre les problèmes d'approvisionnement, les pouvoirs publics se tournent vers les sources d'énergie renouvelable, disponibles localement et illimitées. Aux alentours de 2020, 20 % de l'approvisionnement total devraient provenir de sources d'énergies alternatives contre 5 % à l'heure actuelle. Une série d'incitants financiers ont été développés pour attirer les investisseurs sous forme de subsides. Les entreprises actives dans la production d'énergies alternatives peuvent bénéficier d'un avantage fiscal. L'Indien Renewable Energy Development Agency propose des prêts à des taux avantageux. Le gouvernement a mis en place des plans pour produire de l'énergie verte, comme de l'éolien on-shore ou off-shore. Ainsi, un projet pilote devrait commencer au large du Gujarat et un parc solaire avec des technologies de pointe être installé dans le même Etat. Des centrales thermiques se développent un peu partout.

Valorisation énergétique des déchets

Avec un ensoleillement moyen de 300 jours par an, l'énergie solaire recèle un grand potentiel. Actuellement, cette énergie représente seulement 2 % de l'offre totale de l'énergie alternative. L'acteur principal sur le marché est Tata BP Solar, une joint-venture entre l'entreprise indienne Tata Power et BP Solar. «L'objectif est de 20 giga watts en énergie solaire pour 2017 pour arriver à 100 giga watts d'ici 2020. »

L'Inde est le cinquième plus grand producteur d'énergie éolienne. Avec une capacité cumulée de 19 giga watts, le secteur représente 70 % de la puissance installée en énergie renouvelable. Le potentiel est également important. Les principales ressources se concentrent dans quelques Etats côtiers dans le sud et le sud-est. 95% des turbines installées sont aux mains d'entreprises privées. La biomasse est le combustible traditionnel par excellence dans les régions rurales. Il représente environ 23 % du mix énergétique. Sa disponibilité est estimée à 500 millions de tonnes par an. Un surplus peut aller jusqu'à 150 millions de tonnes en provenance de l'agriculture et de la sylviculture.

Le potentiel de l'hydroélectricité est estimé à 150 giga watts. L'Inde se classe au cinquième rang mondial en puissance hydraulique exploitable. Les régions montagneuses des Etats de l'Himalaya présentent le potentiel le plus important. La valorisation énergétique des déchets est un autre objectif. L'Inde produit annuellement quelque 55 millions de tonnes d'ordure ménagères et 38 milliards de litres d'eaux usées dans les zones urbaines. A cela, s'ajoutent de grandes quantités de flux solides et liquides générés par l'industrie. A l'heure actuelle, les déchets urbains sont le plus souvent mis en décharge dans des zones ouvertes situées en périphérie des villes. La technologie de la valorisation énergétique des déchets peut apporter une solution à ce problème. Le potentiel doublera dans les dix prochaines années, tandis que la possibilité de production industrielle augmentera de 50%.

Pour les investisseurs, les opportunités sont énormes dans les biocarburants, la consultance en matière de sources d'énergie propres, les technologies de captage et de stockage de dioxyde de carbone, l'épuration des eaux, la gestion des déchets, les solutions de recyclage, etc. (J.R.)

Programme quinquennal ambitieux

Depuis son indépendance en 1947, l'Inde est gérée selon des programmes quinquennaux. Les objectifs du XIIe programme quinquennal (2012-2017) sont ambitieux. Leur réalisation est en grande partie confiée au secteur privé, national et étranger. Le Premier ministre Narendra Modi, en place depuis mai 2014, a décidé de booster l'économie et d'entamer un impressionnant chantier de réformes dans de nombreux domaines. Alors qu'il était ministre en chef de l'Etat du Gujarat, référence indienne en matière de développement économique, il avait mis en place plusieurs partenariats privé-public (PPP). Dans ce type de partenariat, le gouvernement prend en charge la partie du projet qui serait susceptible d'handicaper l'entreprise privée et dès lors ne souhaiterait pas y investir. Aujourd'hui, les PPP se développent dans l'Inde entière pour les grands projets gouvernementaux. « L'une des réformes importantes est la Goods and Services Tax (GST). Actuellement, quand on exporte en Inde, les taxes sont différentes d'un Etat à l'autre. Un système complexe que le Premier ministre a décidé de simplifier en instaurant une taxe unique pour toute l'Inde » souligne Isabelle Pollet.

L'une des priorités économiques du gouvernement indien est d'attirer davantage de capitaux et de projets industriels étrangers. L'objectif principal de l'ambitieuse campagne « Make in India », lancée par Premier ministre, est de développer l'industrie manufacturière pour la faire passer de 16 % du PIB indien aujourd'hui à 25 % dans les prochaines années tout en créant des emplois. Elle concerne tous les secteurs. L'outsourcing des sociétés étrangères en Inde est également promu. Il s'agit aussi d'instaurer une mentalité visant à développer les affaires. Pour réduire la bureaucratie, un single window portal, un guichet unique pour les entreprises, a été instauré pour les investisseurs. » Selon le gouvernement, le délai nécessaire à la création d'une entreprise est à présent de 29 jours. » Le développement de nouvelles zones économiques se poursuit. Faire de l'Inde un hub mondial de la manufacture passe par des investissements indispensables dans les infrastructures obsolètes et insuffisantes.

Bientôt, une ère nouvelle pour les infrastructures

Quiconque a voyagé en Inde le sait, y circuler est un véritable parcours du combattant. Les entrepreneurs considèrent d'ailleurs les infrastructures comme le principal frein pour y faire des affaires. Les pouvoirs publics sont conscients qu'investir dans ce secteur est devenu une priorité pour le développement du pays. Des investissements ambitieux sont en cours. L'objectif du gouvernement est la construction de 23 kilomètres de routes en moyenne par jour.

Le Douzième Plan quinquennal prévoit le doublement des investissements en infrastructures, avec un budget de 1 trillion de dollars US, dont la moitié est prise en charge par le secteur privé, dans les routes et ponts, les chemins de fer, les aéroports et les ports. Avec ses 13 ports principaux et ses 187 ports secondaires, le pays se classe au 16e rang mondial des nations maritimes. Il gère l'une des plus grandes flottes commerciales au monde. Selon le ministère de la Navigation, le transport maritime s'adapte 95 % du commerce extérieur en volume. Une infrastructure portuaire bien équipée est essentielle pour assurer la croissance économique du pays. Les prévisions font état de 2 500 millions de tonnes de fret d'ici à 2020. De nouveaux ports seront construits. L'ambition du ministère de la Marine est de permettre une capacité de traitement de 3130 millions de tonnes en 2020. La gestion des ports est désormais confiée à des acteurs privés. Des opportunités sont à saisir dans la gestion portuaire, la privatisation des ports, les liaisons avec l'arrière-pays, la mise en conteneurs, l'entreposage, etc.

Le réseau routier est le deuxième plus grand réseau au monde, avec une longueur de 4,2 millions de kilomètres, mais 40 % des régions rurales n'y sont pas reliées. Les autoroutes représentent seulement 20 % de l'ensemble du réseau, alors que 40 % du trafic y transitent. Les autorités ont instauré un programme visant à aménager plus de 15 000 km de routes supplémentaires d'ici 2022, soit la fin du 13e Plan quinquennal. Les sociétés spécialisées dans les services technologiques de développement de routes, les programmes de formation dans les opérations de fret et de maintenance, ont tout intérêt à se mettre sur les rangs.

Le secteur indien de la navigation aérienne affiche la croissance la plus rapide au niveau mondial. Le pays compte 350 aéroports. En 2020, il devrait y avoir 180 millions de passagers pour le trafic intérieur, 80 millions pour l'international. Le réseau est obsolète et saturé. Un budget de plus de 12 milliards de dollars US est affecté à la construction de nouveaux aéroports et au développement de compagnies low cost. La construction de 50 nouveaux aéroports est annoncée.

Le réseau ferroviaire indien, le troisième plus grand réseau au monde, compte 64000 km de rails, 7000 gares et transporte quelque 8 milliards de passagers et 1 000 millions de tonnes de marchandises par an. L'Inde prévoit la construction de dizaines de milliers de kilomètres de nouvelles voies, dont 14 000 km de rails et du matériel roulant seront électrifiés. Le pays mise sur les trains à grande vitesse pour lesquels des services technologiques seront nécessaires. Les autorités tablent sur une participation considérable, jusqu'à 90 %, du secteur privé, indien et étranger. « De notre attachée à Mumbai, nous avons reçu un appel d'offres pour le renouvellement d'une gare au Gujarat, ajoute Isabelle Pollet. Des opportunités d'affaires très intéressantes sont à saisir. »

Bientôt, une centaine de smart cities et un Gange propre

Des couloirs industriels et une centaine de smart cities figurent également parmi les plans du gouvernement. « Celui-ci a sélectionné 20 villes où des projets ont été financés pour que ces villes deviennent plus smart, précise Isabelle Pollet. Les entreprises wallonnes ont des cartes à jouer dans des secteurs variés comme la gestion de l'eau, le traitement des déchets, l'efficacité énergétique. Le développement de nouveaux logements est indispensable et rentre dans le développement de smart cities dans des corridors de développement, notamment entre Mumbai et Delhi, via le Gujarat et le Rajasthan, et entre Bangalore et Chennai dans le Sud. Ces corridors nécessitent des trains à grande vitesse et de l'industrialisation. Les smart cities ont besoin de plans urbanistiques, d'infrastructures dans le traitement de l'eau, les canalisations, l'électricité et l'énergie verte, le traitement des déchets, de constructions d'écoles et d'universités. Ces zones de développement se multiplient. « Dans les services d'engineering, les possibilités seront nombreuses, mais aussi dans les études géologiques, les études de faisabilité, la consultance, les télécommunications, le traitement de l'eau. Les demandes seront nombreuses. « Ce programme ambitieux va s'étaler sur 30 ans. Des appels d'offres sont régulièrement lancés pour ce marché. Les entreprises wallonnes vont pouvoir mettre en avant leur expertise et leur savoir-faire technologique en matière de traitement de l'eau » insiste Isabelle Pollet.

L'industrie pharmaceutique en pleine croissance

En Inde, l'industrie pharmaceutique occupe, sur le plan mondial, la 3e place en volume et la 13e pour le chiffre d'affaires. Les prévisions de croissance sont estimées à 15 % par an. D'ici 2020, le pays devrait figurer dans le top 10 mondial des débouchés avec des ventes estimées à 25 milliards de dollars US. D'ici 2050, l'Inde sera probablement le pays le plus peuplé de la planète. Le vieillissement de la population engendrera une demande accrue de médicaments pour les problèmes cardiovasculaires, les dérèglements du système nerveux et d'autres maladies chroniques et dégénératives.

Suite à la hausse du pouvoir d'achat d'une partie toujours plus importante de la population et à mesure que le nombre de personnes bénéficiant d'une couverture médicale augmentera, la demande de médicaments modernes et plus coûteux fera de même.

L'Inde se positionne comme un centre de fabrication de médicaments génériques et de développements d'activités de recherche et développement. Elle est en passe de devenir un hub mondial dans ces deux secteurs. Les médicaments génériques occupent 20 % de parts de marché à l'échelle mondiale, une part appelée à s'accroître. L'Inde possède un énorme avantage en matière de coûts de production et de charges salariales avec une main d'œuvre jeune, qualifiée et anglophone. Quant à la R&D, la mise en œuvre de nouvelles règles en matière de brevets a incité l'industrie pharmaceutique à privilégier l'innovation et à ne plus se reposer uniquement sur la production de médicaments génériques.

Les entrepreneurs wallons trouveront des opportunités dans la production, la distribution et le développement de médicaments et composants pharmaceutiques, de plateformes technologiques et de services biopharmaceutiques. Ils ont de la ressource dans l'outsourcing d'activités de R&D et de tests cliniques, en oncologie, cardiologie, les traitements des affections cardiovasculaires, de l'hypertension, du diabète, les biotechnologies, les formations aux nouvelles technologies. « Les projets de constructions d'hôpitaux sont nombreux. Cela comprend également des technologies d'analyses en laboratoires, les besoins sont importants. »

Le BOOM des télécoms

L'Inde est devenue le deuxième plus vaste marché au monde après la Chine dans le domaine des télécommunications. Si les services téléphoniques fixes sont à 80 % aux mains d'entreprises publiques, le réseau mobile est couvert par une multitude d'opérateurs privés. Le trafic Internet augmente de façon effrénée avec 330 millions d'abonnés.

Le gouvernement Modi a lancé un vaste programme, Digital India, pour fournir des services aux populations rurales et pauvres. D'ici 2020, les Indiens devraient être 1 milliard à posséder un smartphone. Le gouvernement veut développer des applications dans le secteur agricole ou les micro-crédits, pour des opérations bancaires ou des identifications électroniques, des applications accessibles à un grand nombre de la population indienne. « Les opportunités pour les exportateurs se trouvent dans les applications logicielles diverses. L'Inde est un grand pays capable de s'assumer, mais qui a besoin de l'aide extérieure pour pouvoir supporter son développement. Dans les années à venir, le pays devrait faire appel à davantage d'investisseurs étrangers. Pour ce faire, le gouvernement devra libéraliser l'économie et générer des investissements privés dans les biens de consommation, l'automobile, les services télécoms, la grande distribution, les médias, les médicaments et les soins de santé, l'hôtellerie et les loisirs.

Encore quelques barrières à franchir

Cependant, il existe encore des entraves au développement de filiales étrangères en Inde: une administration lourde et opaque, des difficultés à trouver des terrains adéquats, des structures de taxation complexes et chronophages, des barrières non-tarifaires à l'importation, une productivité faible, une compréhension incertaine...

Du point de vue des barrières à l'importation, des contentieux subsistent en matière d'interprétation des réglementations relatives à l'étiquetage des produits alimentaires. Différentes sociétés étrangères, notamment belges, ont continué de voir leurs produits alimentaires bloqués dans des ports indiens. Mais ces problèmes se résolvent, l'interprétation des réglementations devenant plus consistante. « C'est en train de changer, confirme Isabelle Pollet. Nous conseillons toujours aux entreprises de trouver un partenaire local qui connaît bien les arcanes du commerce en Inde. »

Pour accroître vos chances de réussite, mieux vaut opter pour un Etat spécialisé dans votre secteur. Ainsi, New Delhi est plutôt dédiée à l'industrie automobile, aux télécommunications, à l'informatique et à l'éducation. Mumbai se développe autour des activités portuaires, de l'audiovisuel et de la finance. A Chennai se concentrent l'industrie électronique, l'automobile, le secteur médical, les télécommunications. Bangalore est l'épicentre des biotechnologies, de l'industrie aérospatiale, de la défense, des télécoms et de l'outsourcing. A Hyderabad, le focus se fait sur l'industrie métallurgique, l'automobile et les télécoms. Pune voit se développer l'industrie métallurgique, l'automobile et les télécoms.

Jacqueline Remits